

**Luc Ferry et Alain Renaut, *Philosopher à 18 ans, Faut-il réformer l'enseignement de la philosophie?*, Paris : Grasset, 1999**

Maurice Burgevin

Volume 10, numéro 2, printemps 2000

Le savoir en fête

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/802943ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/802943ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collège Édouard-Montpetit

ISSN

1181-9227 (imprimé)

1920-2954 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Burgevin, M. (2000). Compte rendu de [Luc Ferry et Alain Renaut, *Philosopher à 18 ans, Faut-il réformer l'enseignement de la philosophie?*, Paris : Grasset, 1999]. *Horizons philosophiques*, 10(2), 167–168. <https://doi.org/10.7202/802943ar>

## Luc Ferry et Alain Renaut, *Philosopher à 18 ans, Faut-il réformer l'enseignement de la philosophie?*, Paris : Grasset, 1999.

Luc Ferry préside depuis bon nombre d'années le CNP, le Conseil National des Programmes, chargé de conseiller le ministre de l'éducation de France sur les changements de programmes. Le CNP reçoit des propositions des différents GTD, Groupes Techniques Disciplinaires. Les programmes actuels de philosophie datent pratiquement de 1973. Depuis Janvier 1999 Alain Renaut préside le GTD de philosophie.

L'ouvrage présenté ici, imprimé en mai 1999, donc composé à la hâte, est une mosaïque de documents presque tous déjà publiés. Il propose des pistes de réflexion pour ouvrir un débat sur l'enseignement de la philosophie. Il est composé de trois parties :

1. «Propositions» : un texte de Ferry et un de Renaut, inédits, analysent la situation de l'enseignement de la philosophie.
2. «Documents» : le programme en vigueur, des projets de programmes, des extraits des avis du CNP (présidé par Luc Ferry) et un texte sur l'histoire de la classe de philosophie en France.
3. «Jalons» : des textes de Ferry et de Renaut (deux textes sont cosignés), déjà publiés ailleurs, sur la philosophie contemporaine et l'enseignement de la philosophie.

Pour faire un compte rendu lisible de cette mosaïque, il fallait en faire une synthèse. Mais pour éviter de trahir la pensée des auteurs, on frôlera ici la paraphrase.

Pour comprendre l'ouvrage de Ferry et de Renaut, il faut préciser les conditions de l'enseignement de la philosophie en France. Celui-ci se donne la dernière année du secondaire. Les élèves, selon les «séries» (les programmes), suivent de 3 à 7 heures de cours par semaine. Le programme est constitué d'un ensemble de notions (la conscience, le travail, le devoir, etc.); le professeur choisit en outre une question adaptée à la «série» ainsi que des extraits d'une, deux ou trois œuvres philosophiques. Au baccalauréat (diplôme de fin d'études secondaires), l'élève fait une dissertation à partir des notions étudiées puis est évalué à un oral sur sa capacité de traiter de la question et des textes choisis par son professeur.

Selon nos auteurs, il est évident que l'enseignement de la philosophie traverse une crise. Au baccalauréat, 70 % des élèves obtiennent une note inférieure à 10/20 (il faut une moyenne générale, dans toutes les matières, de 10/20 pour obtenir ce diplôme) et la moyenne générale des notes obtenues à la dissertation se situe autour de 7/20. Cette crise est profonde et se prolonge jusqu'à l'agrégation (un concours de recrutement de professeurs de haut niveau, auquel on se présente après cinq, six années d'études universitaires ou plus : la moyenne générale à l'écrit se situe au-dessous de 5/20 et moins de 5% des étudiants obtiennent 10/20).

L'évaluation des travaux de philosophie ouvre évidemment la porte à la contestation. Une expérience a montré qu'il fallait 127 corrections d'une même copie de philosophie pour avoir «une note moyenne stabilisée» (une moyenne que ne risquait pas de modifier la correction suivante), alors qu'il suffisait d'en avoir 13 en mathématiques. Mais, selon nos auteurs, la faiblesse des résultats n'est pas attribuable à une sévérité des corrections. Il est donc nécessaire de «dégager les conditions de possibilité d'une élévation des «compétences» (p. 20) et de donner à l'élève des compétences faciles à évaluer dans un examen national. À cette fin, il est important de constituer un socle commun qui pourrait être constitué par l'apprentissage de la technique de la dissertation et de quelques données d'histoire de la philosophie.

L'enseignement obligatoire de la philosophie au secondaire est aussi contesté en lui-même. On a soupçonné les milieux d'affaires d'être à l'origine de ce mouvement. On a imputé les difficultés des élèves à un manque de culture générale, en particulier au niveau du langage. Mais les professeurs de philosophie, plutôt que de se considérer comme victimes parce que subversifs ou en concurrence avec la télévision, devraient admettre simplement qu'il y a là un effet d'un affaiblissement ou d'une stérilité de la

philosophie. Les philosophes n'ont-ils pas, à maintes reprises depuis Hegel, avec Marx, Nietzsche, Freud, Heidegger et leurs épigones parisiens, annoncé un achèvement ou une mort de la philosophie? Les professeurs ne savent plus quoi enseigner : ils essaient un mélange de sciences sociales et de littérature, de l'épistémologie, l'histoire de la philosophie.

Il est vain, pour justifier l'enseignement de la philosophie, d'invoquer la tradition. Il est tout aussi vain de parler du développement intellectuel: difficile, à cet effet de montrer la supériorité de la philosophie sur le jeu d'échecs. Si on dit que philosophie est l'apprentissage de la réflexion, il faut remarquer que la réflexion n'est pas l'apanage des la philosophie; celle-ci ne serait-elle que «le triste refuge des généralités vides et de la réflexion formelle»? (p. 29). Elle ne saurait non plus se réduire à une histoire des idées: elle est autre chose que la simple histoire de soi-même. Pour ce qui est de l'épistémologie, l'avantage des philosophes sur les scientifiques eux-mêmes qui eux, au moins, savent de quoi ils parlent n'est pas évident. Enfin, pour ce qui est de l'éthique, rappelons la démission de Sartre devant son ancien élève qui lui demandait s'il devait s'engager dans la Résistance ou rester près de sa mère.

Chaque réponse est insuffisante, cependant chaque réponse a du vrai et la totalité des réponses est insuffisante.

Pour accéder à la citoyenneté, il faut avoir une réflexion autonome et plus précisément, apprendre à «penser par soi-même avec et à partir d'autrui» (p. 35), être capable d'une «appropriation de ce qui n'est pas soi» (p. 113). En outre, comme les autres enseignements de l'école républicaine elle doit former des citoyens en partant d'un «enracinement dans une culture nationale» et enseigner les valeurs qui découlent de l'idéal républicain comme l'universalisme, la dignité de la personne, la valeur de la responsabilité, et le sens du «Nous»

Il semble en outre que la philosophie doive être une «réflexion sur le sens dont nous aurions tant besoin dans un monde où la considération des moyens semble si souvent l'emporter sur celle des fins» (p. 290). À cette fin, l'enseignement de la philosophie au secondaire doit être connecté avec la philosophie vivante, la philosophie contemporaine. Pour continuer à philosopher, il faut donc prendre acte de la mort de Dieu. Dans le passé, de Descartes à Marx principalement, les grands systèmes philosophiques tentaient de concurrencer les religions; celles-ci étant mortes, les philosophies manquent d'adversaires. Et la mort de la religion entraîne à sa suite la déliquescence de la philosophie (le dernier très grand philosophe a été Marx). La fonction actuelle de la philosophie est de traduire en termes laïcs l'essentiel de la religion : il n'est pas vain de penser que Dieu s'est fait homme et que l'homme doit se faire Dieu. Il y a donc une place pour une «grandiose tentative de sécularisation de la religion».

Maurice Burgevin  
Professeur de philosophie  
Cégep de Saint-Hyacinthe